

## Deuxième Partie Services Aériens.

### Titre V : Aéro-clubs et Ecoles d'aviation.

#### Chapitre Premier : Des Aéro-Clubs.

Article 180 : Constitution : Les aéro-clubs sont des associations constituées conformément au dahir n° 1-58-376 du 3 jourmada I 1376 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association et au dahir n° 1-57-245 du 14 safar 1377 (10 septembre 1957) sur l'activité des associations, ligues, fédérations et groupements sportifs.

Article 181 : Agrément : Les aéro-clubs affiliés à la Fédération royale marocaine des sports aéronautiques peuvent obtenir l'agrément du ministre des travaux publics suivant une procédure et à des conditions fixées par arrêté.

Les activités des aéro-clubs sont soumises à la surveillance et au contrôle de la direction de l'air.

L'agrément peut à tout moment être retiré à un aéro-club qui ne se conforme pas aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 182 : Subventions et avantages : Les aéro-clubs régulièrement constitués et agréés peuvent obtenir des subventions, des avantages et des exemptions, notamment de taxes et redevances sur les aérodromes, à l'occasion tant de leurs activités que de certaines manifestations aériennes.

Article 183 : Exemptions à l'importation : Ne sera soumise à aucune taxe l'importation d'aéronef, moteurs, équipement, rechanges, matériels, combustibles et lubrifiants destinés à l'usage exclusif des aéro-clubs agréés.

#### Chapitre II : Ecoles d'Aviation Et Centres d'Entraînement.

Article 184 : Agrément : L'instruction, l'entraînement, le perfectionnement à terre et en vol du personnel aéronautique ne peuvent avoir lieu que dans des écoles ou des centres ayant reçu l'agrément du ministre des travaux publics sur justification de leur capacité technique ; ces écoles et centres doivent disposer d'une organisation technique et d'un personnel de surveillance garantissant un bon enseignement par des instructeurs qualifiés et avoir le droit d'utiliser un aérodrome.

Les aéro-clubs peuvent être agréés comme écoles d'aviation ou centres d'entraînement.

Les écoles et les centres agréés fonctionnent sous le contrôle et la surveillance de la direction de l'air qui doit préalablement, approuver les programmes d'études et d'enseignement.

Article 185 : Instructeurs : Les instructeurs à terre doivent être agréés par le directeur de l'air, s'ils ont été reconnus compétents pour enseigner l'une des matières théoriques requises pour obtenir une des licences de personnel aéronautique.

Les instructeurs de vol doivent avoir la qualification correspondante prévue à l'article 30 du présent décret. S'il, est nécessaire, le directeur de l'air peut agréer comme instructeur de vol bénévole un pilote ayant une licence en cours de validité, mais qui ne pourra donner qu'une instruction correspondant aux privilèges maxima que lui confère sa licence.

Article 186 : Examens et épreuves : Les résultats des examens et épreuves passés dans les écoles et centres agréés en vue de la délivrance des licences, qualifications et certificats, visés au titre II de la première partie du présent décret, seront acceptés par le directeur de l'air, qui aura cependant le droit de faire procéder à un nouvel examen ou à une nouvelle épreuve, s'il l'estime nécessaire.

Article 187 : Rapports : Les directeurs d'écoles et de centres doivent adresser périodiquement à la direction de l'air des rapports sur leur activité ; les incidents doivent être signalés sans délai.

Article 188 : Retrait d'agrément : L'agrément donné à une école ou à un centre, pourra être retiré à tout moment, si des irrégularités ont été constatées dans l'enseignement ou les examens et épreuves.